

**EXONERATION DES BENEFICES REALISES
PAR LES ENTREPRISES IMPLANTEES
DANS LES ZONES DE REVITALISATION RURALES (ZRR)**

Dispositif prévu à l'article 44 quinquies du CGI

Vous voudrez bien apporter les réponses détaillées aux questions ci-après.

Il vous est demandé de joindre en annexe tout document susceptible de compléter utilement ces réponses (statuts, actes de cession, contrats avec des tiers, etc).

I. NATURE DE LA DEMANDE DE RESCRIT

1. Demande adressée à l'administration fiscale préalablement à la date de création ou de reprise :

OUI

NON

Dans l'affirmative, **demande de rescrit sollicitée en application de l'article L 80 B-2° du LPF**

OU A DEFAUT :

2. Demande adressée à l'administration fiscale antérieurement à la date de dépôt de la déclaration de résultats :

OUI

NON

Dans l'affirmative, **demande de rescrit sollicitée en application de l'article L 80 B-1° du LPF**

II. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

ENTREPRISE INDIVIDUELLE :

Nom et Prénom :

Nom commercial :

SOCIETE :

Dénomination sociale :

Forme juridique :

N° SIRET :

Nom du dirigeant :

(Joindre les statuts s'ils sont déjà établis)

COORDONNÉES DE LA PERSONNE CHARGÉE DE SUIVRE LA DEMANDE DE RESCRIT¹ :

Nom et Prénom :

Téléphone :

Courriel :

DATE DE CREATION OU DE REPRISE :

(Depuis le 01/01/2011)

DATE DE DEBUT D'ACTIVITE :

IMPLANTATION DU SIEGE SOCIAL :

Adresse :

Téléphone :

Courriel :

ADRESSE(S) D'IMPLANTATION DES ETABLISSEMENTS DISPOSANT DES MOYENS D'EXPLOITATION :

(en présence de plusieurs établissements, préciser lesquels sont situés en ZRR)

¹ Joindre un mandat si la personne n'est pas le représentant légal de la société

NATURE DE L'IMPOT POUR LEQUEL L'ALLEGEMENT EST DEMANDE :Impôt sur les sociétés : Impôt sur le revenu :

Autres impôts (préciser) :

REGIME D'IMPOSITION :**MICRO ENTREPRISES² :**

Pour les entreprises relevant du régime micro-entreprise, une option pour le régime réel d'imposition a-t-elle été exercée ?

OUI NON **COMPLEMENTS D'INFORMATIONS JUGES UTILES :**

.....

III. NATURE ET CARACTERE DE L'ACTIVITE**PRECISER LA NATURE DE L'ACTIVITE EXERCEE A TITRE PRINCIPAL** (En cas d'activité mixte, l'activité prépondérante sera précisée) :

.....

Activité commerciale Activité artisanale Activité industrielle Activité non commerciale Activité civile Activité agricole En cas d'activité non commerciale, sera-t-elle exercée à titre habituel et constant ? OUI NON **L'entreprise exerce-t-elle une activité bancaire, financière, d'assurances, de gestion ou de location d'immeubles, de pêche maritime ?** OUI NON

Dans l'affirmative, préciser la nature de l'activité :

.....

ACTIVITE SECONDAIRE, préciser laquelle :

.....

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS JUGES UTILES :**IV. CONDITIONS D'EXERCICE DE L'ACTIVITE****Montant prévisionnel du chiffre d'affaires :**

.....

L'activité est-elle ou sera-t-elle exercée de manière non sédentaire ? OUI NON Dans l'affirmative, le chiffre d'affaires prévu en dehors des ZRR sera-t-il, exercice par exercice, inférieur à 25 % du chiffre d'affaires total ? OUI NON **En toute hypothèse, détailler de façon exhaustive la fraction du chiffre d'affaires réalisé en dehors de la ZRR (à remplir si possible) :**

(Joindre une annexe en cas d'insuffisance de lignes dans le présent tableau)

Prestations rendues	Adresse	Montant

² Pour bénéficier des dispositions de l'article 44 *quindecies*, l'entreprise doit opter pour un régime réel avant la date de dépôt de la première déclaration de résultats.

Effectif prévu des salariés bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée ou d'une durée d'au moins 6 mois à la date de clôture du premier exercice et au cours de chaque exercice de la période d'application des dispositions³ :

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS JUGES UTILES :.....

V. CONDITIONS DE LA CREATION OU DE LA REPRISE

S'AGIT-IL D'UNE CREATION ? OUI NON

Dans l'affirmative, l'entreprise a-t-elle été créée dans le cadre :

- d'une restructuration d'activités OUI NON

Si oui, s'agit-il d'une scission d'une fusion d'un apport partiel d'actif

- d'une extension d'activités préexistantes OUI NON

Existe-t-il une communauté d'intérêts avec une ou plusieurs entreprises préexistantes (notamment liens personnels, financiers, commerciaux) ?

OUI NON

Dans l'affirmative, l'activité est-elle identique à celle de l'entreprise préexistante ?

OUI NON

L'entreprise reprend(ra)-t-elle tout ou partie du personnel, des locaux, du matériel de production ou de la clientèle d'une entreprise préexistante ?

OUI NON

L'activité sera-t-elle exercée en sous-traitance d'une autre entreprise :

OUI NON

Dans l'affirmative, indiquer de quelle(s) entreprise(s) :

.....

Pour les entreprises du secteur du bâtiment :

Est-il envisagé de reprendre des chantiers commencés par d'autres entreprises :

OUI NON

Dans l'affirmative, préciser le nom des entreprises :

.....

.....

Existe-t-il un ou des contrats nécessaire(s) à l'exploitation de l'activité notamment en matière d'utilisation d'une enseigne, d'un nom commercial, d'une marque ou d'un savoir-faire, de conditions d'approvisionnement, de modalités de gestion administrative, contentieuse, commerciale ou technique ? ⁴

OUI NON

Dans l'affirmative, préciser de manière détaillée le rôle, les fonctions et les risques de chacun des partenaires cocontractants, avant ET après la création ou la reprise :

.....

S'AGIT-IL D'UNE REPRISE ? OUI NON

Dans l'affirmative, l'entreprise a-t-elle été reprise dans le cadre :

- d'une acquisition OUI NON
- d'une location-gérance OUI NON
- d'un transfert géographique OUI NON
- d'une augmentation du potentiel productif OUI NON
- d'un changement de mode d'exploitation OUI NON
- d'un changement de l'organisation OUI NON
- d'une cession de licence OUI NON

³Joindre les contrats de travail si déjà conclus
⁴Joindre une copie du ou des contrat(s)

L'activité créée ou reprise est-elle consécutive au transfert d'une activité précédemment exercée par un contribuable ayant bénéficié, au titre d'une ou plusieurs des cinq années précédant celle du transfert, des dispositions des articles 44 sexies, 44 sexies A, 44 septies, 44 octies, 44 octies A, 44 decies, 44 undecies, 44 duodecies, 44 terdecies, 44 quaterdecies ou d'une prime d'aménagement du territoire ?

OUI NON

Dans l'affirmative, pour quel dispositif fiscal et au titre de quelle(s) année(s) ?

L'entreprise bénéficie-t-elle ou peut-elle bénéficier d'un régime spécifique d'exonération autre que celui prévu par l'article 44 quindecies :

OUI NON

Dans l'affirmative, préciser la nature de cette exonération :

Dans la négative, l'entreprise a-t-elle opté pour le régime prévu à l'article 44 quindecies dans les six mois suivant le début d'activité ?⁵

OUI NON

L'entreprise individuelle a-t-elle fait l'objet d'une opération de reprise ou de restructuration au profit :

du conjoint de l'entrepreneur OUI NON

du partenaire auquel l'entrepreneur est lié par un pacte civil de solidarité défini à l'article 5145-1 du code civil OUI NON

de leurs ascendants OUI NON

de leurs descendants OUI NON

de leurs frères et sœurs OUI NON

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS JUGES UTILES :

VI. CONDITIONS DE DETENTION DE L'ENTREPRISE AVANT L'OPERATION DE REPRISE OU DE RESTRUCTURATION

Détailler les participations des associés

Nom et prénom ou raison sociale de l'associé	Adresse	Fonction de l'associé	Pourcentage de détention du capital	
			Droits de vote	Droits à dividendes

Des associés, personnes physiques ou personnes morales, détenaient-ils indirectement⁶ des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux de la société, de la personne morale ou du groupement objet de l'opération de reprise ou de restructuration ?

OUI NON

Dans l'affirmative, préciser au travers de quelle(s) structure(s) et le pourcentage de détention du capital dans chacune de ces structures :

⁵ Joindre le justificatif de l'option

⁶ Les droits de vote ou les droits dans les bénéfices sociaux de la société détenus indirectement correspondent aux droits ou parts qui sont détenus par l'intermédiaire d'une ou plusieurs sociétés ou groupements.

VII. DETENTION DU CAPITAL DE L'ENTREPRISE CREEE, REPRISE OU OBJET DE LA RESTRUCTURATION

Détailler les participations des associés

Nom et prénom ou raison sociale des associés	Liens de droit entre associés ⁷	Adresse	Pourcentage de détention du capital	
			Droits de vote	Droits à dividendes

Des associés, personnes physiques ou personnes morales, détiennent-ils indirectement des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux de la société, de la personne morale ou du groupement objet de l'opération de reprise ou de restructuration ?

OUI NON

Dans l'affirmative, préciser :

- au travers de quelle(s) structure(s) :
- le pourcentage de détention du capital dans chacune de ces structures :
- le lien de droit avec le cédant⁷ :

VIII. FONCTIONS EXERCEES DANS D'AUTRES SOCIETES OU ENTREPRISES (A SERVIR POUR CHAQUE ASSOCIE PERSONNE PHYSIQUE INTERESSE)

À remplir obligatoirement (si la société n'est pas concernée, rayer le cadre)

Nom et prénom de l'associé	Dénomination sociale de la société ou nom de l'entreprise ; adresse	Fonctions	Activité exercée par la société ou l'entreprise

⁷ Pour les personnes physiques : conjoint, partenaire de PACS, ascendants, descendants, collatéraux ; pour les personnes morales : liens capitalistiques (joindre un organigramme).

IX. CAPITAL DETENU PAR LES ASSOCIES PERSONNES PHYSIQUES ET LES MEMBRES DU FOYER FISCAL DANS D'AUTRES SOCIETES (A SERVIR POUR CHAQUE ASSOCIE PERSONNE PHYSIQUE ET MEMBRE DU FOYER FISCAL INTERESSE)

À remplir obligatoirement (si la société n'est pas concernée, rayer le cadre)

Nom et prénom de l'associé et du ou des membres du foyer fiscal	Société : dénomination ; adresse	Montant du capital social	Activité exercée par la société	Capital détenu ⁸			
				Droits de vote		Droits à dividendes	
				Nombre	%	Nombre	%

X. ACTIVITES EXERCEES PRECEDEMMENT PAR LE CHEF D'ENTREPRISE OU PAR LES DIRIGEANTS DE LA SOCIETE NOUVELLEMENT CREEE

NATURE, LIEU, PERIODE :

.....

Nom (ou raison sociale) et adresse de l'entreprise :

.....

Existe-t-il des relations juridiques ou d'intérêt entre votre entreprise et celle de votre ancien employeur ?

OUI NON

Dans l'affirmative, indiquer lesquelles :

.....

Si l'entreprise a cessé partiellement ou totalement son activité, préciser à quelle date :

Si l'entreprise a cessé partiellement son activité, préciser la partie de l'activité qui n'est plus exercée :

.....

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS JUGES UTILES :

.....

⁸Si le pourcentage de capital détenu a fait l'objet de modifications au cours de l'année de création ou de reprise de l'entreprise, indiquer le montant de capital détenu le plus élevé.

XI. SUBVENTIONS PERCUES

L'entreprise a-t-elle bénéficié de subventions publiques à raison des dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt ?

OUI NON

Dans l'affirmative, préciser la nature et le montant :

XII. AIDES DE MINIMIS

L'entreprise a-t-elle perçu depuis le 1^{er} janvier 2011 des sommes soumises au plafond des aides *de minimis* telles que notamment le crédit impôt recherche, le crédit d'impôt en faveur de l'intéressement ou le crédit d'impôt sur les bénéfices des entreprises exerçant dans le secteur des métiers d'art ?

OUI NON

Dans l'affirmative, préciser les montants correspondants :

XIII. AUTRES ELEMENTS ESTIMES NECESSAIRES POUR PERMETTRE A L'ADMINISTRATION D'APPRECIER SI LES CONDITIONS REQUISES PAR LA LOI POUR BENEFICIER DE L'EXONERATION SONT EFFECTIVEMENT REMPLIES

A....., le.....

Certifié complet, exact et sincère
Signature (et qualité du signataire)

Cette demande doit être renvoyée par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre décharge à LA DIRECTION DEPARTEMENTALE OU REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES dont dépend le service auprès duquel l'entreprise remplit ses obligations déclaratives.